

En Suède, la surenchère anti-immigration en débat

Avant les législatives du 13 septembre, plusieurs réformes vont durcir les conditions d'accueil dans le royaume

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

D'origine ouzbèke, Dmitry et Elena Gaffarov ont été embarqués au petit matin, le 20 mars, par plusieurs véhicules de police, sous le regard médusé de leurs voisins. Le couple vit en Suède depuis vingt-deux ans. Elle était employée d'une cantine scolaire à Sundsvall, à 375 kilomètres au nord de Stockholm. Lui travaillait comme mécanicien pour la compagnie locale de transport public. Ni leur relation avec leur fils unique de 21 ans, né en Suède, ni les liens qu'ils y ont établis n'ont affecté la décision des services d'immigration, qui ont décidé, en février, de le renvoyer dans un pays où ils n'avaient pas mis les pieds depuis 2004.

Lycéen d'origine géorgienne, Mate, 17 ans, né en Suède, va devoir partir lui aussi, comme Rabea Allah Wais, 95 ans, arrivée d'Irak il y a vingt ans. Assis dans un café à Stockholm, Manvel Minasyan, Shahrad Sherbakhi et Paula Hanna disent la « honte » qu'ils ont ressentie le jour où leur permis de séjour n'a pas été renouvelé. Nés respectivement en Arménie, en Égypte et en Iran, ils ont entre 21 et 26 ans. Ils ont passé leur adolescence en Suède. « Nous n'avons pas décidé de venir ici, mais maintenant c'est

chez nous, et on nous traite comme des criminels. »

Depuis le début de l'année, le récit de ces vies fracassées inonde la presse suédoise, donnant à voir l'ampleur du durcissement de la politique migratoire du pays et ses conséquences. Depuis son entrée en fonction en octobre 2022, le gouvernement libéral conservateur soutenu par l'extrême droite se vante d'avoir augmenté d'au moins 60% les retours. Et ce n'est pas fini : à quelques mois des législatives du 13 septembre, une série de réformes va bientôt entrer en vigueur et restreindre encore les conditions d'accueil. Peu importe que des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dénoncer les dommages collatéraux d'une politique qui frapperait azimut.

«Loi sur la délation»

Ainsi, le 1^{er} juin, le salaire minimum pour obtenir un permis de travail va passer à 33390 couronnes (3088 euros) par mois. Cinq jours plus tard, ce sera au tour des règles d'octroi de la citoyenneté suédoise d'être modifiées rétroactivement, sans clause transitoire, affectant plus de 100 000 personnes dans l'attente d'une naturalisation.

Puis, le 12 juillet, le droit de séjour permanent sera supprimé pour les réfugiés. Initialement, le gouvernement voulait remplacer l'ensemble des titres per-

manents par des permis temporaires. La mesure aurait touché 118 000 personnes, dont beaucoup arrivées il y a plus de dix ans, et mobilisé les services de l'immigration pendant huit ans. Face à l'ampleur de la tâche et le questionnement autour de la légalité de cette réforme, la coalition a décidé de la reporter.

Mais elle a maintenu ce que ses adversaires ont baptisé la « loi sur la délation », qui entrera en vigueur le 13 juillet et forcera les employés de six administrations publiques, dont l'Agence pour l'emploi et la Caisse d'assurance sociale, à dénoncer à la police toute personne soupçonnée de se trouver illégalement sur le territoire suédois.

Le même jour, mener une « vie honnête » deviendra une condition pour obtenir un titre de séjour en Suède. « Si, par exemple, vous ne payez pas vos dettes, vous ne vous conformez pas aux décisions des autorités suédoises,

Plusieurs organisations professionnelles s'alarment des conséquences sur l'attractivité de la Suède

vous abusez du système d'allocation, vous obtenez un permis de séjour suédois par des moyens frauduleux, alors vous n'avez pas le droit d'être ici », a expliqué le ministre de l'immigration, Johan Forssell, lors de la présentation du texte, critiqué par de très nombreuses instances qui s'inquiètent des risques qu'il fait peser sur la liberté d'expression.

Ces nouvelles restrictions interviennent alors que les conditions d'accueil en Suède ont déjà été sévèrement restreintes depuis 2015 et l'arrivée de 160 000 réfugiés. Dix ans plus tard, seulement 6 735 demandes d'asile ont été enregistrées, soit le niveau le plus bas depuis trente ans. Quand la droite et l'extrême droite ont remporté les élections en 2022, les quatre partis – conservateurs, Libéraux, Chrétiens-démocrates et Démocrates de Suède – ont promis de s'aligner sur le « minimum européen », s'engageant à accélérer le départ des migrants en situation irrégulière et des délinquants.

Mais « cela va bien au-delà aujourd'hui », estime le député Niels Paarup-Petersen, porte-parole du Parti du centre sur les questions d'immigration et d'intégration. « L'objectif désormais est d'expulser tous ceux qui ne sont pas suédo-suédois », dit-il citant l'euro-député d'extrême droite, Charlie Weimers (Démocrates de Suède), qui se félicitait, fin mars, que « l'ère de la déportation [ait] commencé ».

Niels Paarup-Petersen dénonce des lois « bâclées » qui créent une « incertitude juridique ». « Je rencontre des ressortissants étrangers qui me disent qu'ils ont peur et je les comprends, car, en tant qu'immigrés en Suède, vous n'avez aucun droit à l'erreur et vous ne pouvez pas planifier votre vie. »

Changement de paradigme

Chercheur à l'Institut suédois des études européennes, Bernd Parusel voit lui aussi un changement de paradigme. « Le gouvernement dit mener une politique restrictive, mais c'est plus que cela, avec des propositions qui dépassent ce que font les autres pays européens et ne visent pas seulement à expulser ceux qui n'ont pas le droit de se trouver en Suède, mais aussi les personnes qui y sont légalement. »

Une politique qui commence à susciter un rejet au sein de la population suédoise, observe-t-il. « Beaucoup voulaient une immigration plus contrôlée après 2015, mais quand cela commence à affecter les gens autour d'eux, leurs voisins, leurs collègues, les amis de leurs enfants, ils se disent qu'ils ne veulent pas de cette politique. »

Une enquête d'opinion, réalisée par l'Institut Novus, publiée mi-avril, confirme le basculement. Huit sondés sur dix estiment que les immigrés qui respectent la loi et subviennent à leurs besoins devraient pouvoir rester en Suède.

Dans le quotidien économique *Dagens Industri*, le PDG de Novus, Torbjörn Sjöström, alerte sur le risque que « les responsables politiques suédois, dans leur empressement à faire preuve de fermeté, mènent une politique migratoire perçue comme rigide et sans cœur, qui va à l'encontre de ce que souhaite la majorité des électeurs. »

Plusieurs organisations professionnelles s'alarment aussi des conséquences sur l'attractivité de la Suède, une priorité pourtant, officiellement, pour la droite proche du patronat. Chef négociateur auprès de l'Association suédoise des enseignants et chercheurs universitaires, Robert Andersson critique un « patchwork de lois qui rend la législation incompréhensible » et s'inquiète de la tonalité du débat public, dominant aux ressortissants étrangers le « sentiment qu'ils ne sont pas les bienvenus en Suède ».

De son côté, le premier ministre conservateur, Ulf Kristersson, publie sur les réseaux sociaux des messages qui affirment qu'une victoire du centre gauche (en tête dans les sondages) le 13 septembre annulerait toutes les restrictions mises en place pendant son mandat. Il a aussi confirmé qu'il était prêt à nommer Jimmie Åkesson, chef de file des Démocrates de Suède, à la tête du ministère de l'immigration, s'il remportait les élections. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Le parcours kafkaïen des candidats à la naturalisation

Le Parlement suédois a réformé les règles sans clause transitoire, une première en Europe qui va affecter plus de 100 000 personnes

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

D'epuis 2005, le 6 juin, « jour du drapeau » en Suède, est fêté. Dans toutes les communes du royaume, des cérémonies sont organisées pour célébrer les nouveaux citoyens suédois. A Stockholm, des membres de la famille royale participent parfois aux célébrations. De tous les jours de l'année, c'est celui-là que le gouvernement libéral-conservateur et l'extrême droite a choisi pour introduire les nouvelles règles d'octroi de la nationalité suédoise, adoptées mercredi 29 avril par le Parlement.

En attente d'une décision, plus de 100 000 personnes vont être affectées. Du jour au lendemain, leur demande de naturalisation

pourrait être jugée invalide. Peu importe que ces ressortissants étrangers aient rempli toutes les conditions exigées au moment du dépôt de leur dossier. Les nouvelles règles vont s'appliquer rétroactivement. Faisant de la Suède une exception en Europe, le gouvernement a refusé d'assortir la loi d'une période de transition, pourtant réclamée par le Conseil sur la législation, qui examine les projets de loi avant qu'ils soient présentés au Parlement.

Originnaire de Manchester (Royaume-Uni), Becky Waterton, 32 ans, mariée à un Suédois et mère d'un enfant ayant la nationalité suédoise, est très remontée. Arrivée dans le royaume scandinave en 2019, elle a déposé sa demande de naturalisation en septembre 2022, dès qu'elle a obtenu

un permis de séjour permanent. Depuis, elle attend. Officiellement, les dossiers doivent pourtant être traités dans les six mois. En réalité, il faut compter autour de cinquante-six mois pour obtenir une décision, selon les statistiques des services de l'immigration.

«L'impression d'être en prison»

Or, le temps presse : si sa demande n'est pas acceptée avant le 6 juin, elle ne répondra plus à certains des critères désormais exigés. Avoir vécu sept ans en Suède, contre trois actuellement, pour les personnes mariées à des ressortissants suédois, par exemple : « Ce ne sera le cas qu'en novembre pour moi. Donc, si une décision est prise avant, je serai débouée. »

Il faudra, par ailleurs, qu'elle passe deux tests, visant à évaluer

sa connaissance de la société suédoise et ses compétences linguistiques. Or, le premier examen ne sera prêt qu'en août et disponible uniquement pour un millier de candidats, tandis que le second devrait pas être finalisé avant l'automne 2027. En attendant, les candidats à la naturalisation devront se débrouiller pour obtenir divers certificats attestant de leurs compétences.

Anna Bärlund, 40 ans, née en Russie, dont le mari et la fille sont suédois, assure qu'elle ne considère pas la naturalisation « comme un droit » et elle trouve « légitime » qu'un pays modifie les règles conditionnant son accès. Mais elle ne supporte plus le manque de prévisibilité dans la procédure et l'incertitude qui en découle. Arrivée à Stockholm

en 2019, cette spécialiste de l'intelligence artificielle, ancienne employée du cabinet de conseil McKinsey, a déposé son dossier en 2023.

Depuis avril 2025, les services de l'immigration détiennent son passeport. « Si je veux le récupérer pour voyager, je dois faire une demande quinze jours à l'avance, avec le risque de me retrouver à la fin de la queue. » Craignant de retarder la procédure, elle a dû refuser des contrats à l'étranger.

« J'ai l'impression d'être en prison, cela a un énorme impact sur ma vie personnelle et professionnelle », dit-elle, rappelant qu'elle n'est pas venue s'installer en Suède « pour la météo », mais « pour la stabilité » que le pays offrait et dont elle a le sentiment qu'elle a disparu. Anna Bärlund et son mari envisagent

désormais de quitter le royaume scandinave. Ils ne sont pas les seuls, assure Patrick Gallen, porte-parole du mouvement Fair Transition, qui se mobilise depuis le début de l'année pour réclamer une période d'adaptation. Les députés de l'opposition ont présenté un amendement en ce sens le 29 avril. Il a été rejeté à 147 voix contre 146 par les députés.

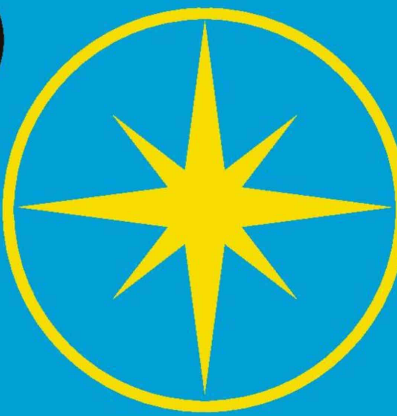
« Le gouvernement a privilégié une politique des symboles au détriment d'une mise en œuvre concrète d'un aspect extrêmement important de la politique d'immigration », dénonce Patrick Gallen, qui estime que l'ensemble de la séquence « va nuire gravement à la réputation de la Suède en tant que destination de choix pour les talents internationaux ». ■

A.-F.H.

Télérama**boussole(s)**

F*CK YOU, ELON!

Comment débarrasser la politique de l'emprise de la Tech



Le 6 mai à 19h30 à la Maison des Métallos

Rencontre avec la psychiatre Camille Charvet et le politiste Arnaud Miranda, animée par Olivier Pascal-Moussellard de Télérama.

Et la performance artistique in situ Out/ side, par Mwendwa Marchand.

Nos partenaires



Reservations

